

(English below, A?a??da Türkçe olarak)

**[FR] COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT
FIDH-REMDH-Migreurop
18/11/2013**

[Grèce-Turquie : « *la route est dangereuse, des gens meurent* »](#)

[Gravité de la situation - limites des politiques migratoires en Europe](#)

Le renforcement des contrôles à la frontière gréco-turque oblige les personnes fuyant des conflits à prendre des routes de plus en plus dangereuses. Ceux et celles qui arrivent à traverser cette frontière européenne sont souvent victimes de refoulement, sont systématiquement enfermés.e.s. à leur arrivée dans des conditions inhumaines et dégradantes. L'Union européenne répond en renforçant les moyens de surveillance et d'interception, alors que l'urgence est à l'accueil et non à la criminalisation.

Tels sont les constats de nos organisations au retour d'une mission d'enquête en Grèce et en Turquie, où notre délégation a pu accéder à des centres de détention en Grèce et interviewer des personnes migrantes et réfugiées et relevé une série de violations avérées des droits des personnes à la frontière. Aucun des acteurs rencontrés durant notre mission et impliqués dans les différentes étapes du contrôle migratoire à la frontière gréco-turque ne peut ignorer cette situation.

En Grèce, les témoignages abondent de **personnes victimes de refoulement par les gardes-côtes grecs,** que ce soit en pleine mer, ou même une fois posé le pied sur le sol européen*. Ces gens n'apparaissent pas dans les statistiques. La délégation a pu s'entretenir avec ces invisibles qui ont témoigné des violences exercées par des gardes-côtes qui les brutalisent (femmes enceintes et enfants compris), et les volent (bijoux, argent, portables), en jetant leurs documents d'identité à l'eau, et les rejettent à la mer vers les côtes turques.

La réforme du droit de l'immigration et de l'asile en cours, censée remédier aux défaillances systémiques plusieurs fois sanctionnées par les cours européennes, cache mal la cacophonie qui règne sur l'identification des responsabilités une fois les migrant.e.s intercepté.e.s. Celles et ceux qui parviennent à rester sur le territoire sont **enfermé.e.s systématiquement** par les autorités, y compris les mineurs non-accompagnés le temps de leur identification. La Grèce vient à nouveau d'être condamnée à ce propos. A celles et ceux qui sont libérés, la Grèce délivre une obligation de quitter le territoire sous 30 jours, aucun droit sur le territoire. Le taux d'acceptation des demandes d'asile est très faible et les attaques racistes en constante augmentation.

Afghans, Irakiens, Somaliens, Soudanais, Erythréens, Syriens, Palestiniens sont pris en étau entre la Grèce et la Turquie et utilisées comme faire valoir d'une politique de contrôle des frontières que l'Europe encourage.

En Turquie, l'adoption d'une loi sur les étrangers et la protection internationale en avril 2014 n'atténue que peu les craintes des associations notamment sur l'évolution des pratiques et l'obstination turque au maintien des réserves géographiques à la convention de Genève de 1951 qui écarte de la demande d'asile tous les ressortissants non européens. Annonceuse de nombreux progrès, la nouvelle loi n'en demeure pas moins un miroir inquiétant des travers juridiques bien présents dans le droit européen qu'elle se targue de reproduire (multiplication des procédures accélérées des demandes d'asile ; enfermement pour les personnes en attente de leur renvoi jusqu'à 12 mois) Ces réformes sont le signe que la Turquie amorce **un virage « à l'européenne » sans offrir toutes les garanties du respect des droits des personnes** : difficile accès à la procédure d'asile notamment pour les personnes en centre de rétention, pas de loi sur la protection des données personnelles, enfermement des mineurs et des familles, absence d'accès à l'aide juridictionnelle. De plus, les autorités ont expulsé des centaines de syriens dès qu'ils ont commencé à arriver en Turquie.

L'ambition de cette réforme trouve ses limites dans les manquements structurels de la Turquie à ses obligations internationales.

Mais elle butte aussi face au nombre important de celles et ceux qui ne peuvent entrer légalement en Europe et dont la Turquie a, *in fine*, la charge.

Que fait l'Europe ? Comment se positionne alors l'agence Frontex et derrière elle les institutions européennes lorsqu'elles sont témoins et participent, à tout le moins indirectement, à ces violations des droits humains?

A l'instar de Lampedusa, l'Union européenne a proposé à la Grèce un soutien

essentiellement orienté sur la présence depuis plusieurs années de l'agence européenne de surveillance des frontières, Frontex, à la frontière maritime et terrestre gréco-turque. Cette présence n'a pourtant modifié ni les conditions d'accueil des migrants, ni la dangerosité de cette route migratoire. Et les violations des droits des personnes à la frontière continuent.

Du côté turc, la situation particulièrement préoccupante des migrant.e.s ne semble en aucun cas être un frein à la négociation d'un accord de réadmission entre l'UE et la Turquie, au financement de la construction de lieux d'enfermement, ni à la perspective d'une coopération entre les autorités turques et Frontex.

Ces dernières semaines, la tragédie au large des côtes de Lampedusa semble avoir réveillé les consciences sur la détresse des migrant.e.s qui essaient d'atteindre le territoire européen. L'UE envisage maintenant d'augmenter les capacités de Frontex pour faire face à cette situation. Or, nos organisations n'ont eu de cesse de répéter que la détresse des migrant.e.s et la dangerosité de leurs routes sont étroitement liées à l'absence d'alternative pour accéder au territoire européen, et aux conditions d'accueil insuffisantes à l'intérieur et aux frontières de l'Europe.

Le contrôle aux frontières ne sauve pas des vies mais conduit à la violation des droits - si ce n'est à la mort- d'hommes, de femmes et d'enfants.

Le rapport de la mission sera rendu public au premier trimestre 2014.

FIDH, REMDH, Migreurop

Associations soutenant ce communiqué de presse : ABCDS Oujda (Maroc), AMDH (Mauritanie), AMDH (Maroc), AME (Mali), ARACEM (Mali), ARCI (Italie), CIRÉ (Belgique), CNCD 11.11.11. (Belgique), Fasti (France), FIDH (international), GADEM (Maroc), GISTI (France), GRAMI AC (réseau régional basé au Cameroun), Justice Sans Frontières Migrants (réseau euro africain), La Cimade (France), LDH Belgique, Migreurop (Europe Afrique), Progress Lawyer Network (Belgique), REMDH (régional-euro-méditerranéen)

* « Pushed back, systematic human rights violations against refugees in the Aegean sea and at the Greek Turkish borders”, Pro Asyl, novembre 2013 http://www.proasyl.de/fileadmin/fm-dam/I_EU_Fluechtlingspolitik/pushed_back_web_01.pdf

[EN] JOINT PRESS RELEASE
FIDH-REMDH-Migreurop
18/11/2013

Greece - Turkey: ‘The route is dangerous, people are dying’
The tragic limits of European migration policies

Tighter controls at the border between Greece and Turkey are forcing many people fleeing conflict to use increasingly dangerous routes. Migrants who manage to reach the EU border have been victims of push-backs and those who cross over into Greece are systematically detained on arrival, in inhuman and degrading conditions. The response of the European Union is to strengthen means of surveillance and interception. There is an urgent need to shift the focus away from criminalisation to the conditions of reception of migrants.

These are the conclusions of a fact-finding mission to Greece and Turkey, where our delegation was able to interview refugees and migrants and access several Greek detention centres. The delegation observed widespread violations of human rights at the borders, which cannot be ignored by the various bodies involved in migration control at the Greek-Turkish border.

In Greece, many victims report having been pushed back by Greek coastguards at sea or even upon reaching European soil*. These victims do not find their way into statistics. The delegation was able to meet with some of these invisible people, who gave details of acts of violence perpetrated by coastguards: ill-treatment (including of pregnant women and children), theft (jewellery, money, mobile phones), confiscation of identity papers which are often thrown overboard and boats pushed back towards Turkish coasts.

Reforms to migration and asylum laws are under-way, aimed at addressing systemic failures which have been repeatedly condemned by European courts. Yet, confusion reigns over responsibility for intercepted migrants. Those who manage to remain on Greek territory are systematically detained by the authorities, including unaccompanied minors awaiting identification – a practice for which Greece has recently been condemned. Migrants who are released are given an order to leave within 30 days. They have no rights on Greek territory. The rate of acceptance of asylum claims is very low and racist attacks are steadily increasing.

Afghans, Iraqis, Somalis, Sudanese, Eritreans, Syrians, Palestinians are trapped between Greece and Turkey. Both countries, with Europe's support, use the presence of these populations as a justification for increasingly repressive border control policies.

In Turkey, the adoption of a new law on immigration and international protection, which will come into force in April 2014, has done little to alleviate concerns regarding violations of migrants' human rights. Turkey maintains geographical reservations to the 1951 Geneva Convention on the status of refugees, which exclude non-Europeans from asylum claims. Although it has been heralded as a sign progress, the new law reproduces many of the legal shortcomings of European law (increased use of accelerated procedures for asylum claims; detention of persons pending return for up to 12 months). These reforms are a sign that Turkey is **taking a 'European turn', without meeting international human rights obligations.** Among the most serious violations: difficulty in accessing asylum procedures in particular for persons in detention centres, absence of laws on the protection of personal data, detention of minors and families, lack of access to legal aid. Since the first arrivals, the Turkish authorities have forcibly returned hundreds of Syrian refugees to Syria. The impact of the reform has been limited by structural failures to meet international obligations, but also by the fact that Turkey is forced to bear final responsibility for people who have no legal possibilities to enter the EU.

What is Europe doing? What is the position of the European Agency for border management, Frontex, and the European institutions behind it, as they witness and participate, at least indirectly, in these violations?

The EU's support to Greece over the past several years on migration issues has been primarily focused on strengthening the presence of Frontex, at the sea and land borders between Greece and Turkey. However, the presence of Frontex has made no difference to the reception conditions of migrants. Nor has it addressed the risks for migrants taking this route, while human rights violations persist at the border.

The gravity of the situation of migrants in Turkey appears to be no obstacle to the EU's negotiation of a readmission agreement with Turkey, the funding of detention centres, or future cooperation opportunities between Turkish authorities and Frontex.

Over the past few weeks, the tragedy that took place at the shores of Lampedusa seems to have raised awareness about the distress faced by migrants trying to reach the European continent. To address this situation, the EU is now considering increasing the capacity of Frontex. However, our organizations have tirelessly warned that the misery of migrants and the risky nature of the routes they take are linked to the lack of alternatives to access EU territory and to unsatisfactory reception conditions within European borders.

Increased border control does not save lives but leads instead to grave human rights violations and even deaths of women, men and children.

The mission report will be released in the first quarter of 2014.

FIDH, EMHRN, Migreurop.

NGOs supporting this press release: ABCDS Oujda (Morocco), AMDH (Mauritania), AMDH (Morocco), AME (Mali), ARACEM (Mali), ARCI (Italy), CIRÉ (Belgium), CNCD 11.11.11. (Belgium), Fasti (France), GADEM (Morocco), GISTI (France), GRAMI AC (network based in Cameroun), Justice Without Borders for Migrants (Euro african network), La Cimade (France), LDH Belgium, Progress Lawyer Network (Belgium)

* « Pushed back, systematic human rights violations against refugees in the Aegean sea and at the Greek Turkish borders », Pro Asyl, November 2013

http://www.proasyl.de/fileadmin/fm-dam/I_EU_Fluechtlingspolitik/pushed_back_web_01.pdf

[TR] Ortak Bas?n Aç?klamas?

FIDH-REMDH-Migreurop

18/11/2013

Yunanistan – Türkiye: “Tehlikeli güzergah, insanlar ölüyor.”

Ciddi bir durum - Avrupa göç politikaları nelerdir?

Yunanistan ve Türkiye arasındaki sınırın daha sıkı kontrolü, çatışmadan kaçan birçok insanı giderek artan biçimde tehlikeli rotalar kullanmaya zorluyor. AB sınırına ulaşmayı isteyenler sıklıkla geri çevriliyor ve Yunanistan sınırından geçenler ise varılmıyorsa sistematik olarak insanlık dışı ve küçültücü koşullarda tutuluyor. Avrupa Birliği bu gelişmelere gözetim ve durdurma uygulamalarını güçlendirerek cevap veriyor. Ancak şu anda acil bir kabul uygulamasına ihtiyaç var, bu durumu kriminalize etmeye değil.

Bunlar kurumumuzun Yunanistan ve Türkiye’de gerçekleştirdiği ve heyetimizin Yunanistan’daki çeşitli gözaltı merkezlerine erişerek mülteci ve göçmenlerle mülakat yapabildiği inceleme gezisi sonucu elde ettiği bulgular. Heyet sınırlarda Yunan-Türk sınırındaki mülteci kontrolünde yer alan çeşitli organlarca gözard edilemeyecek yaygın insan hakları ihlalleri gözlemledi.

Yunanistan’da birçok mağdur, denizde ya da Avrupa toprağına ayak bastıktan sonra bile Yunan sahil güvenlik görevlilerince geri gönderildiklerini rapor etmekte*. Bu mağdurlar istatistiklerde yer bulamaktadır. Heyetimiz bu görünmez insanların bazılarıyla buluşup sahil güvenlik görevlilerince kendilerine yönelik gerçekleştirilen şiddet hikâyelerinin detaylarını not edebildi: kötü muameleler (hamile kadınlar ve çocuklar dahil olmak üzere), hırsızlık (mücevher, para, cep telefonlar), kimliklere el konulup çounlukla denize fırlatılması ve botların Türk kıyılarına doğru geri gönderilmesi.

Göç ve iltica alanında sürmekte olan ve Avrupa mahkemeleri tarafından defalarca aleyhte hüküm verilen sistemik hataların ele almayı amaçlayan reformların çalınması devam etmekte. Fakat göçmenlerin durdurulmasındaki sorumlulukta karışık hakim. Yunanistan toprağında

kalmay? ba?arabilenler kimlik tespiti sürecinde, refakatsiz çocuklar da dahil olmak üzere, yetkililer taraf?ndan sistematik bir ?ekilde gözalt?na al?n?yor-Yunanistan bu uygulama nedeniyle yak?n zamanda mahkum edildi. Serbest b?rak?lan göçmenlere bölgeyi 30 gün içinde terk etme emri veriliyor. Yunanistan bölgesinde hiçbir haklar? yok. Kabul edilen s???nma taleplerinin ise oran? çok dü?ük ve ?rkç? sald?r?lar giderek artmakta.

Afganlar, Irakl?lar, Somalililer, Sudanl?lar, Eritreal?lar, Suriyeliler ve Filistinliler Yunanistan ve Türkiye aras?nda kapana s?k???m?? durumda. Her iki ülke, Avrupa'n?n da deste?iyle, bu ki?ilerin varl???n? giderek artan ?ekildeki s?n?r kontrolü politikalar?n? hakl? göstermek için kullan?yor.

Türkiye'de Nisan 2013'de kabul edilen ve 2014 y?!? Nisan ay?nda yürürlü?e girecek olan Yabancılar ve Uluslararası Koruma Kanunu mültecilerin ya?ad??? hak ihlalleriyle ilgili kayg?lar? azaltmak için küçük bir katkı sundu. Türkiye 1951 Cenevre Sözleşmesi'ne Avrupa d???ndan gelen s???nmac?lar?n taleplerini kabul etmemek koydu?u co?rafi çekinceyi sürdürüyor. Her ne kadar bir ilerleme i?areti olarak gösterilse de, yeni kanun Avrupa hukukunun birçok eksikli?ini (s???nma talepleri için h?zland?r?lm?? prosedürlerin kullan?m?n?n artt?r?lmas?; geri dönüşü karara ba?lanmam?? ki?ilerin 12 aya kadar gözalt?nda tutulmas?) yeniden üretiyor. Bu reformlar Türkiye'nin, **uluslararası insan haklar? yükümlülüklerini kar??lamadan “Avrupa e?ilimini” benimsedi?inin** bir i?areti. Özellikle gözalt? merkezlerindeki insanlar?n s???nma prosedürlerine zor eri?im, ki?isel verinin korunmas?na ili?kin yasan?n bulunmamas?, re?it olmayan ki?ilerin ve ailelerin gözalt?na al?nmas?, adli yardıma eri?imin olmamas?, bir kaç ay önce bir kaç yüz Suriyelinin geri dönmeye zorlanmas?. En ciddi ihlaller aras?nda say?labilecekler: s???nma prosedürlerine eri?imin bilhassa gözetim merkezlerinde tutulan ki?iler için zorlu?u, ki?isel verilerin korunmas? ile ilgili yasalar?n yoklu?u, çocuklar?n ve ailelerin gözetim alt?nda tutulmas?, hukuku yardıma eri?im eksikli?i. Türkiye'deki yetkililer ilk Suriyeli grup geldi?i andan itibaren yüzlerce s???nmac?y? Suriye'ye zorla geri göndermi?tir. Reformun etkisi uluslararası yükümlülükleri kar??lamak için gerekli yap?sal eksikliklerle fakat ayn? zamanda Türkiye AB'ye girmek için herhangi bir yasal bir imkan? bulunmayan ki?ilerin nihai sorumlulu?unu üstlenmeye zorlanma gerçe?i ile s?n?rland?r?lm??t?r.

Avrupa ne yap?yor? Bu ihlallere ?ahitlik eden ve, en az?ndan dolayı? olarak, dahil olan Avrupa Birli?i S?n?r Güvenli?i, Frontex, ve onun arkas?ndaki Avrupa kurumlar?n?n pozisyonu nedir?

AB'nin Yunanistan deste?in son birkaç y?ld?r esas olarak Türkiye ve Yunanistan aras?ndaki deniz ve kara s?n?rlar?nda Frontex'in varl???n? güçlendirmeye

odaklanıyor. Ancak, Frontex'in varlığı göçmenlerin kabulüne ilişkin zorlu koşullarda herhangi bir değişiklik yaratmadı. Ne de sınırlarda insan hakları ihlalleri devam ederken mültecilerin bu rotayı kullanması risklerini ele aldı.

Göçmenlerin Türkiye'deki son derece kötü durumunun AB ve Türkiye arasında bir geri kabul anlaşması müzakeresine, gözaltı merkezlerini inşası için fon sağlanması, ya da Türk yetkililer ve Frontex arasında gelecekteki işbirliği imkanlarına bir engel teşkil etmediği görülüyor.

Geçtiğimiz birkaç haftada Lampedusa kıyılarında yaşanan trajedi Avrupa kıtasına ulaşmaya çalışmış göçmenlerin sıkıntılı durumlarına ilişkin farkındalığı arttırmış gözüküyor. AB bu durumu ele almak için şimdi Frontex'in kapasitesini arttırmaya çalışıyor. Ancak, kurumlarımız göçmenlerin kötü koşullarında ve kullandıkları rotaların tehlikeli olması nedeniyle özünün Avrupa bölgesine erişimin alternatifi olmaması ve Avrupa sınırları içerisindeki yetersiz kabul koşulları ile yakın ilişkili olduğunu yorulmaksızın uyarmaktadır.

Arttırılmayan sınır kontrolleri yarımları kurtarmıyor fakat bunun yerine aşırı insan hakları ihlallerine ve hatta kadın, erkek ve çocukların ölümlerine yol açıyor.

Heyet Raporu 2014'ün ilk çeyreğinde yayımlanacaktır.

FIDH, REMDH, Migreurop

Bu açıklamayı destekleyen STK'lar.

ABCDS Oujda (Fas), AMDH (Moritanya), AMDH (Fas), AME (Mali), ARACEM (Mali), ARCI (İtalya), CIRE (Belçika), CNCD 11.11.11. (Belçika), Fasti (Fransa), GADEM (Fas), GISTI (Fransa), GRAMI AC (Kamerun'da yer alan a?), Justice Without Borders for Migrants (Avrupa-Afrika Ağı), La Cimade (Fransa), LDH Belçika, Progress Lawyer Network (Belçika)

* « Pushed back, systematic human rights violations against refugees in the Aegean sea and at the Greek Turkish borders”, Pro Asyl, novembre 2013

http://www.proasyl.de/fileadmin/fm-dam/I_EU_Fluechtlingspolitik/pushed_back_web_01.pdf